

Tournée républicaine

# C'est plutôt une campagne électorale illégale

Par Freeman Moutou

**D**écidément la personne d'Ali Bongo ne se sent bien qu'en situation de hors-la-loi. Non content de détenir plusieurs faux actes de naissance, le voilà qui se lance, sans même s'assurer que sa candidature sera retenue par la Cour constitutionnelle, dans une campagne électorale avant l'heure. Comme il continue de prendre les Gabonais pour des idiots, il parle de tournée républicaine.

Tout, absolument tout, dans la démarche du chef de l'exécutif sortant confirme qu'il s'agit d'une campagne électorale. N'en déplaise au « *Black de service* », l'aboyeur national, autrement appelé le ministre de la Communication, qui s'en défend maladroitement dans le quotidien gouvernemental.

Omar Bongo, qui n'avait pas de doctorat en droit public, mais qui était un vrai commis de l'Etat ayant été à bonne école auprès du très rigoureux président Léon Mba, n'aurait jamais eu l'indécence de faire une tournée républicaine en chemisette de plage, jean et baskets, coiffé



d'une casquette. Mais que vaut la bienséance quand ces tenues sont une prescription d'un maître vaudou ? Elles sont censées lui valoir l'amour des foules que le « *prince héritier* », jadis très distant, consent enfin à étreindre. Le candidat non partant se serait constitué une armée de maîtres spirituels. A voir sa détermination à bouter Ali Bongo hors du pouvoir, pas sûr que le peuple gabonais se laisse envoûter cette fois par le vaudou. La seule chose qui est sûre, c'est que les fameux maîtres spirituels sortiront très riches du palais présidentiels, en exploitant au maximum la naïveté de leur hôte.

Ali Bongo est en plus flanqué de sa fille aînée, sans

fonction officielle auprès du chef de l'exécutif. Le mimétisme avec Pascaline Bongo, alors directrice de cabinet du défunt président, est déplacé. La présence de Sylvia Bongo peut se justifier, même si la première dame est plus un gadget de campagne qu'autre chose. Mais ça, c'est leur vie privée.

Une tournée républicaine avec le secrétaire général du PDG, c'est une preuve supplémentaire qu'il s'agit plutôt d'une campagne électorale. Certes, le docteur en droit public Ali Bongo a toujours du mal à faire la différence entre la fonction présidentielle et celle de président du PDG, confond toujours le palais présidentiel avec le

siège du parti, mais ici l'intention de battre campagne est évidente.

Le discours quasiment répétitif, au demeurant indigne d'un chef de l'exécutif même parvenu à la tête du pays par effraction, confirme tout. Au cours d'une tournée républicaine en année électorale, on présente son bilan, on explicite son action et on éclaire les zones d'ombre. On

**Dire d'un détenteur de plusieurs actes de naissance falsifiés qu'il est un faussaire n'est pas une injure.**

ne vient pas injurier les adversaires, tout en les accusant d'avoir « *fait de l'injure et de la haine leur projet de société* ». Dire d'un détenteur de plusieurs actes de naissance falsifiés qu'il est un faussaire n'est pas une injure. Le qualificatif sied à l'auteur de cette infraction qui justifie l'appel à sa destitution et la défiance de tout un peuple.

Au lieu de montrer les projets promis lors des Conseils des ministres délocalisés, le chef de l'exécutif ne se gêne pas de débiter d'autres promesses et de solliciter de nouveau les suffrages des Gabonais. Le prestidigitateur friand de slogans sort de son chapeau « *l'égalité des chances* » et réclame à ses contradicteurs des projets de

société. Pour sa gouverne, Jean Ping, Raymond Ndong Sima et Pierre-Claver Maganga Moussavou ont déjà présenté les leurs. Alfred Nguia Banda a présenté le plan d'actions qui le lie à Guy Nzouba Ndama. Casimir Oyé Mba et Paul Mba Abessole ont déjà eu à présenter des projets de société lors d'élections antérieures dans un Gabon où il manque toujours des établissements scolaires, des universités, des hôpitaux, des routes... En somme le minimum vital.

Il reste aux candidats à la présidentielle à introduire une saisine à la Cour constitutionnelle aux fins de disqualifier Ali Bongo, pour s'être lancé dans la campagne électorale avant la date officielle.

## Honte d'être Gabonais comme BOA

**Bourgi chef de l'opposition à Ali Bongo Ondimba, Chantal Myboto-Gondjout la « mystérieuse dame »... Mais qu'est Sylvia Bongo Ondimba ? Une profito-situationniste ? Et que conclure de son escapade londonienne ? L'incapacité d'un homme à satisfaire une femme ?**

Par Ramses Frank

**T**e verbe bas. La métaphore pauvre. Ali

trône, il peut se permettre de le couvrir d'opprobre. Ce qu'on est loin de 2009, où ce craintif né, redoutant que tout lui échappe, se soit vu élever à cause de l'in-

Chantal Myboto-Gondjout élève le débat en rappelant à « *ce petit-là* » ce que c'est qu'être chef d'Etat signifie : un homme d'une grande qualité d'homme